
Genève, 6 novembre 2006

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1^{re} SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le lundi 6 novembre 2006, à 10 h 20

Président provisoire: M. CAUGHLEY

(Secrétaire adjoint de la Conférence du désarmement
et Directeur du Service de Genève du Département
des affaires de désarmement)

Président: M. HUSÁK (République tchèque)

SOMMAIRE

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE

CONFIRMATION DE LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE
ET DES AUTRES MEMBRES DES BUREAUX

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

RECONDUCTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Conférence seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

GE.06-65042 (F) 141206 181206

SOMMAIRE (*suite*)

NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE

ADOPTION DE DISPOSITIONS POUR POURVOIR AUX COÛTS DE LA CONFÉRENCE

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DE TOUS ORGANES
SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL

EXAMEN DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ÉTAT DU PROTOCOLE

EXAMEN DES QUESTIONS QUE SOULÈVENT LES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR
LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 4
DE L'ARTICLE 13 DU PROTOCOLE II MODIFIÉ

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES, AUX FINS DE LA PROTECTION
DE LA POPULATION CIVILE CONTRE LES EFFETS DES MINES QUI FRAPPENT
SANS DISCRIMINATION

La séance est ouverte à 10 heures 20.

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE (point 1 de l'ordre du jour provisoire)

1. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE, agissant au nom du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui est Dépositaire de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, ainsi que des Protocoles y annexés, déclare ouverte la huitième Conférence annuelle des États parties au Protocole II sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 et qui est annexé à la Convention.

CONFIRMATION DE LA DÉSIGNATION DU PRÉSIDENT DE LA CONFÉRENCE ET DES AUTRES MEMBRES DES BUREAUX (point 2 de l'ordre du jour provisoire)

2. Le PRÉSIDENT PROVISOIRE rappelle que, à leur quatrième Conférence annuelle, les États parties ont décidé que le président et les vice-présidents entrants seraient désignés à la fin de la conférence en cours afin d'assurer la continuité des travaux préparatoires menés par la présidence. Eu égard à cette décision, à la septième Conférence annuelle, le représentant de la République tchèque a été désigné comme Président de la huitième Conférence annuelle (CCW/AP.II/CONF.7/2, par. 20). S'il n'y a pas d'objection, le Président provisoire considérera que la Conférence confirme la désignation du représentant de la République tchèque, M. Thomáš Husák, comme Président.

3. *Il en est ainsi décidé.*

4. *M. Husák (République tchèque) prend la présidence.*

5. Le PRÉSIDENT, rappelant la décision prise à la septième Conférence annuelle au sujet de la vice-présidence (CCW/AP.II/CONF.7/2, par. 20), dit que, après consultation des groupes régionaux et de la Chine, il semble que la Conférence soit d'accord pour confirmer la désignation de l'Ambassadeur d'Allemagne, M. Bernhard Brasack, de l'Ambassadeur de Chine, M. Cheng Jingye, et de l'Ambassadeur de Jordanie, M. Mousa Burayzat, comme Vice-Présidents. Il invite la Conférence à confirmer la désignation de ces représentants comme Vice-Présidents.

6. *La désignation de M. Brasack (Allemagne), de M. Cheng (Chine) et de M. Burayzat (Jordanie) comme Vice-Présidents de la Conférence est confirmée.*

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 3 de l'ordre du jour provisoire)
(CCW/AP.II/CONF.8/1)

7. *L'ordre du jour provisoire est adopté.*

RECONDUCTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR (point 4 de l'ordre du jour)

8. Le PRÉSIDENT, appelant l'attention des délégations sur le document CCW/AP.II/CONF.6/2, où est reproduit le Règlement intérieur tel qu'il a été modifié à la quatrième Conférence annuelle, rappelle que, à la première Conférence annuelle, le Président en exercice a constaté, s'agissant de l'article 29 du Règlement intérieur, que les Hautes Parties contractantes avaient mené leurs délibérations et négociations sur la base du consensus et n'avaient pris aucune décision par un vote. Il part du principe que ladite version du Règlement intérieur, lue conjointement avec cette déclaration, s'applique *mutatis mutandis* à la huitième Conférence annuelle.

9. *Il en est ainsi décidé.*

NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE (point 5 de l'ordre du jour)

10. Le PRÉSIDENT, se référant à l'article 10 du Règlement intérieur, dit que ses consultations ont indiqué que les délégations sont d'accord pour nommer Secrétaire général de la Conférence M. Peter Kolarov, spécialiste des questions politiques au Service de Genève du Département des affaires de désarmement. Il croit comprendre que la Conférence souhaite nommer M. Kolarov à ce poste.

11. *Il en est ainsi décidé.*

ADOPTION DE DISPOSITIONS POUR POURVOIR AUX COÛTS DE LA CONFÉRENCE (point 6 de l'ordre du jour)

12. Le PRÉSIDENT note que l'estimatif des coûts de la huitième Conférence annuelle (CCW/AP.II/CONF.7/2, annexe IV) a été examiné en 2005 à la septième Conférence. S'il n'y a pas d'objection, le Président considérera que la Conférence souhaite approuver cet estimatif des coûts.

13. *Il en est ainsi décidé.*

MESSAGE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

14. À l'invitation du Président, M. CAUGHLEY (Secrétaire général adjoint de la Conférence du désarmement et Directeur du Service de Genève du Département des affaires de désarmement) donne lecture d'un message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

15. Dans son message, le Secrétaire général rappelle que les mines, pièges et dispositifs explosifs improvisés aggravent les souffrances des combattants et prolongent les terribles conséquences des conflits armés en frappant sans discrimination les civils, les agents du maintien de la paix et les travailleurs humanitaires, outre qu'ils entravent le retour et la réintégration des réfugiés et personnes déplacées et empêchent la reconstruction après les hostilités.

16. En adoptant il y a une dizaine d'années le Protocole II modifié, les États parties à la Convention sur certaines armes classiques ont apporté la preuve qu'ils étaient résolus à développer le droit international humanitaire afin de combattre la menace que présentent les mines et engins considérés. Or cette menace perdure et il reste encore beaucoup à faire pour réaliser l'objectif de l'élimination des mines sous toutes leurs formes. Le Secrétaire général engage donc les États parties au Protocole II modifié à étudier les moyens de mieux protéger les civils contre le danger des mines et de promouvoir une adhésion universelle au Protocole. Il exhorte les pays qui n'ont pas encore notifié leur consentement à être liés par le Protocole II modifié et en particulier ceux qui sont parties au Protocole originel à le faire dès que possible.

ORGANISATION DES TRAVAUX, Y COMPRIS CEUX DE TOUS ORGANES SUBSIDIAIRES DE LA CONFÉRENCE (point 7 de l'ordre du jour)

17. Le PRÉSIDENT dit que, vu la brièveté de la Conférence, il hésite à proposer la création d'un organe subsidiaire. À la place, il invite les participants à aborder, au cours du traditionnel échange de vues général, toutes les questions de fond les intéressant qui sont inscrites à l'ordre du jour, en réservant à l'examen des points 9, 10 et 11 les questions relevant spécifiquement de ces points.

ÉCHANGE DE VUES GÉNÉRAL (point 8 de l'ordre du jour)

18. M. KAHILUOTO (Finlande), s'exprimant au nom de l'Union européenne, des pays adhérents (Bulgarie et Roumanie), des pays candidats à l'adhésion (Turquie, Croatie et ex-République yougoslave de Macédoine), des pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie-et-Monténégro) – processus dont font toujours partie la Croatie et l'ex-République yougoslave de Macédoine –, ainsi que de l'Ukraine et de la Moldova, dit que l'Union européenne continue d'attacher une haute priorité à l'application intégrale du Protocole II modifié qui, tout en complétant la Convention d'Ottawa du fait de sa portée plus large, peut, si ses interdictions et restrictions sont effectivement appliquées, renforcer la sécurité des opérations militaires sur le terrain et réduire les répercussions des mines, pièges et autres dispositifs sur les populations civiles. Les obligations relatives à l'enregistrement, à la protection et à l'enlèvement des champs de mines, de même que les dispositions relatives à la coopération internationale, revêtent une importance vitale car elles facilitent l'aide humanitaire, le relèvement des pays après des conflits et les opérations de maintien de la paix. L'Union européenne se félicite de l'adhésion, en 2006, de la Tunisie au Protocole II modifié et lance de nouveau un appel à tous les États parties à la Convention afin qu'ils y adhèrent dès que possible, de même qu'à tous autres protocoles auxquels ils ne seraient pas encore parties. Elle appuie sans réserve le plan d'action en vue de l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés qui doit être adopté à la troisième Conférence d'examen de la Convention. Cela dit, l'efficacité du Protocole II modifié se mesurera non seulement à son universalisation, mais aussi à la présentation des rapports annuels des États parties dans les délais, rapports qui contribuent à la transparence et à la coopération dans l'application de l'instrument. Il importerait que les États non parties établissent de tels rapports à leur gré.

19. L'Union européenne souhaiterait que les conférences annuelles des États parties au Protocole II modifié soient l'occasion de débats interactifs et plus substantiels sur la teneur des rapports nationaux. Elle souhaiterait aussi que soient étudiés les moyens de tirer concrètement parti des conférences annuelles pour renforcer les dispositions du Protocole et leur application. Quant aux États parties qui se sont prévalus de la possibilité de différer le respect des dispositions de l'annexe technique relative à la détectabilité ainsi qu'à l'autodestruction et l'autodésactivation des mines antipersonnel pendant une période de neuf ans suivant l'entrée en vigueur du Protocole, l'Union européenne les invite à indiquer où ils en sont de la préparation à l'application des dispositions considérées, la période de sursis à leur exécution prenant bientôt fin, le 3 décembre 2007. Elle encourage les États parties qui ont exercé ce droit et qui sont devenus parties à la Convention d'Ottawa dans l'intervalle à déclarer ce sursis de nul effet aujourd'hui.

20. M^{me} MILLAR (Australie) dit que son pays, qui est partie à la Convention d'Ottawa aux côtés de 150 autres États et qui, de ce fait, tient tout particulièrement à l'application et à l'universalisation d'une interdiction complète des mines antipersonnel, attache néanmoins de l'importance au Protocole II modifié en raison des avantages humanitaires, certes moindres, mais non négligeables, que celui-ci procure et du rôle qu'il joue en rassemblant des États qui restent de gros utilisateurs et producteurs de mines et n'ont pas encore adhéré à la Convention d'Ottawa.

21. L'Australie reste fermement attachée à l'élimination des mines antipersonnel dans le monde. En 2005, le pays s'est engagé à verser sur cinq ans un montant de 75 millions de dollars australiens pour l'action antimines dans le monde et, en 2006, a alloué 11 millions de dollars à des activités de déminage, d'éducation aux risques présentés par les mines et d'aide aux victimes, dont les bénéficiaires sont essentiellement des pays d'Asie. Certains organismes publics, après avoir mis au point un système à capteurs multiples utilisé aujourd'hui de par le monde, continuent de travailler à de nouvelles méthodes de déminage. Des entreprises australiennes ont entrepris d'élaborer des moyens techniques qui permettent d'accélérer le retrait des mines posées; le détecteur mis au point par la société Minelab Electronics est utilisé aujourd'hui dans des opérations de déminage réalisées dans le cadre de l'ONU et du partenariat de l'OTAN pour la paix.

22. M. CHENG (Chine) note que le Protocole II modifié établit un bon équilibre entre les préoccupations humanitaires et les besoins militaires légitimes des États, que la communauté internationale en reconnaît largement l'importance, puisque 86 États y sont aujourd'hui parties, et qu'il joue un rôle indispensable dans la réduction du nombre d'accidents causés par des mines terrestres dont sont victimes des civils. Cela dit, les mines terrestres continuent de présenter une grave menace et restent, dans certains pays, un obstacle important au relèvement social et économique. La Chine, pour sa part, s'est attachée, à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu du Protocole. Au plan national, elle a continué de mener des campagnes de sensibilisation et d'éducation et a conçu une émission télévisée pour diffuser auprès des forces armées et de la population civile des informations concernant l'application du Protocole. Les forces armées chinoises ont détruit plus de 1 000 tonnes de mines antipersonnel obsolètes et ont entrepris de modifier les mines stockées qui fonctionnent encore normalement, pour les rendre conformes aux exigences techniques du Protocole. La Chine compte ainsi être à même de respecter ses obligations à l'issue de la période de sursis à l'application de certaines prescriptions techniques établies par le Protocole.

23. Au plan international, la Chine, qui est membre du Groupe d'appui à l'action antimines, a pris une part active à l'aide au déminage. Elle a envoyé une équipe d'experts en Thaïlande pour plusieurs mois en 2005 afin de former 30 démineurs et, en septembre 2006, a lancé en Chine un cours de formation au déminage humanitaire pour 42 démineurs libanais et jordaniens. Elle appuie aussi des opérations de déminage humanitaire en Afrique. Convaincue que, en matière d'action antimines, les divers mécanismes internationaux existants se complètent, la Chine a entretenu des relations très étendues avec les États parties à la Convention d'Ottawa, ainsi qu'avec les représentants de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres, le Centre international de déminage humanitaire de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge.

24. M^{me} KANG (République de Corée) réitère le ferme attachement de son pays à la lettre et à l'esprit du Protocole II modifié. Elle note que, si le nombre d'États parties au Protocole est en constante augmentation, il faut néanmoins redoubler d'efforts pour en assurer l'universalisation – la République de Corée place de grands espoirs dans le plan d'action qui sera adopté à cet effet à la troisième Conférence d'examen de la Convention.

25. Pour sa part, la République de Corée a détruit en 2006 plus de 7 000 mines terrestres et compte terminer ses opérations de déminage d'ici à 2009. Le Gouvernement observe fidèlement depuis neuf ans un moratoire sur l'exportation de ces engins. Au plan international, le Gouvernement continue d'appuyer des projets de déminage humanitaire en versant des contributions aux divers fonds d'affectation spéciale de l'ONU et étudie les moyens qui s'offriraient de partager l'expérience acquise et les techniques mises au point en la matière avec des pays qui sont touchés par le problème des mines.

26. Tout en reconnaissant que le Protocole II modifié s'applique en partie aux mines autres que les mines antipersonnel, la représentante de la République de Corée est convaincue qu'un instrument plus ciblé s'impose pour combattre les risques humanitaires présentés par ce type de mine et se réjouit à la perspective de l'adoption rapide d'un nouveau protocole qui porterait spécifiquement sur ces mines-là.

27. M. TURCOTTE (Canada) dit que le Protocole II modifié, aussi important soit-il à certains égards, ne garantit pas une protection suffisante contre les graves dangers, notamment sur le plan humanitaire, que présentent les mines antipersonnel. En revanche, la Convention d'Ottawa, qui rassemble plus des trois quarts des pays du monde, offre, pour remédier à ces problèmes, un cadre d'action global qui va au-delà du Protocole en interdisant purement et simplement les mines antipersonnel, en exigeant la destruction des stocks dans un délai précis et en prévoyant l'apport d'une aide aux victimes afin qu'elles puissent réintégrer leurs communautés. Les États parties à la Convention d'Ottawa ont adopté à la première Conférence d'examen de cet instrument, en novembre 2004, un ambitieux plan d'action pour la période 2004-2009, qui leur a permis d'enregistrer des progrès significatifs dans la voie de l'élimination totale du fléau des mines terrestres antipersonnel, même s'il reste encore beaucoup à faire pour réaliser cet objectif. Le Canada engage tous les États à adhérer à la Convention d'Ottawa et, dans l'intervalle, à en appliquer pleinement les règles car il y va de la vie et des moyens de subsistance des populations civiles de par le monde.

28. L'intérêt principal du Protocole II modifié réside dans le fait qu'il s'applique à des mines autres que les mines antipersonnel, aussi le Canada engage-t-il tous les États à s'acquitter pleinement de leurs obligations en ce qui concerne l'interdiction de l'emploi sans discrimination des mines, le déminage après la cessation des hostilités actives et l'assistance au déminage, sans oublier la soumission régulière et en temps utile de leurs rapports annuels, qui sont un élément clef du respect des dispositions du Protocole. Il les exhorte aussi à exécuter leurs obligations en ce qui concerne les mines antivéhicule, qui sont cause de souffrances terribles pour les civils.

29. M. STREULI (Suisse) fait observer que l'efficacité du Protocole II modifié et en particulier des garanties qu'il établit en matière de protection de la protection civile dépend de la mise en œuvre effective de ses dispositions, y compris la soumission des rapports annuels par les États parties, conformément au paragraphe 4 de l'article 13, et la participation aux conférences annuelles. La Suisse se réjouit de la constante augmentation du nombre d'États parties au Protocole et invite tous les États qui ne l'ont pas encore fait à y adhérer. Elle est disposée à apporter par la voie bilatérale ou multilatérale une collaboration active au règlement de tous problèmes techniques liés aux mines qui empêcheraient certains États de rejoindre les rangs des parties au Protocole. En 2005, le Gouvernement suisse a consacré 12 millions de dollars à l'action antimines dans le monde et a inscrit au budget de l'État un montant analogue en 2006, cette aide servant principalement à financer des projets de déminage, des campagnes de sensibilisation et des projets d'aide aux victimes. Il fournit aussi des experts et du matériel pour des missions de déminage dans un grand nombre de pays.

30. M. BIELASHOV (Ukraine), rappelant que l'Ukraine s'est associée à la déclaration faite par la délégation finlandaise au nom de l'Union européenne et d'autres pays, dit que son pays, qui est partie non seulement à la Convention mais aux cinq Protocoles y annexés, est fermement attaché au respect strict et à une application adéquate à l'échelon national de ces instruments, en particulier du Protocole II modifié, qui offre un moyen important de juguler les répercussions souvent désastreuses des conflits armés, tant pour les combattants pendant les hostilités que pour les civils après coup.

31. En Ukraine, les démineurs signalent chaque année le retrait de 40 000 à 50 000 munitions non explosées du sol au cours de travaux de construction et autres. Le Gouvernement ukrainien consacre des efforts et des ressources financières considérables à l'élimination de ce fléau hérité de la Deuxième Guerre mondiale, mais les succès qu'il a enregistrés sur ce plan n'auraient pas été possibles sans l'appui conséquent de ses partenaires étrangers. L'Ukraine est convaincue que la communauté internationale peut, sans craindre un chevauchement des activités, encore largement soutenir les programmes mis en place par les États touchés par le problème des mines en vue de lutter contre les effets de ces engins. C'est d'ailleurs grâce à la coopération de la Commission européenne à la destruction de six millions de mines antipersonnel du type PFM en Ukraine que le pays a pu envisager de devenir partie à la Convention d'Ottawa, ce qu'elle vient de faire.

32. M. PRASAD (Inde) dit que son pays demeure attaché à l'objectif ultime d'une interdiction universelle des mines terrestres antipersonnel qui tienne compte des exigences légitimes des États en matière de sécurité. Des progrès pourraient être faits dans la voie de l'élimination complète de ces mines si les pays disposaient de solutions techniques de rechange qui soient peu coûteuses et militairement efficaces sans entraîner la mort. En établissant un bon équilibre entre les impératifs de sécurité des États et le souci de protéger les populations civiles contre l'emploi

irresponsable et sans discrimination de tous les types de mines, le Protocole II modifié a beaucoup contribué à la concrétisation graduelle d'un monde sans mines. L'Inde appuie sans réserve les mesures prises par les États parties en vue d'assurer l'universalisation du Protocole, notamment l'élaboration du projet de plan d'action qui sera soumis à la Conférence d'examen de la Convention dans les jours à venir. L'efficacité du mécanisme établi aux articles 13 et 14 du Protocole pour la consultation, la coopération et le respect des dispositions est attestée par le grand nombre d'États parties qui soumettent régulièrement leurs rapports annuels nationaux.

33. L'Inde a pris les mesures nécessaires pour respecter les dispositions du Protocole. Seules les forces armées sont autorisées à utiliser des mines terrestres et elles n'en posent que pour protéger les frontières, suivant des modes opératoires standard. Les autorités indiennes n'ont jamais eu recours aux mines pour le maintien de l'ordre public, fût-ce contre des groupes terroristes, qui, en revanche, emploient sans discrimination des mines et des dispositifs explosifs improvisés contre les civils. Le moratoire sur l'exportation des mines terrestres continue d'être appliqué. Des efforts sont régulièrement faits pour diffuser des informations sur les mines antipersonnel auprès des forces armées et du grand public, par le biais de publications, de cours d'instruction et d'initiatives de la société civile. L'armée indienne continue d'apporter ses compétences à la réalisation de programmes de déminage parrainés par l'ONU, dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, principalement en Afrique. L'Inde serait favorable à un renforcement de la coopération à l'action antimines sous toutes ses formes. La célèbre prothèse de Jaipur est distribuée dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie touchés par le problème des mines.

34. M. MINE (Japon) dit que son pays, qui demeure convaincu que seule une interdiction universelle des mines antipersonnel permettra de venir à bout des souffrances causées par ces armes, attache une grande importance à la Convention d'Ottawa et s'est employé à encourager les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à cette convention. Cela dit, le Japon est aussi convaincu que le Protocole II modifié offre un moyen réaliste et logique d'atténuer les problèmes humanitaires causés par ces engins, aussi les pays auxquels il serait difficile de devenir partie à la Convention d'Ottawa devraient-ils envisager d'adhérer au Protocole II modifié et de participer ainsi aux travaux menés par la communauté internationale en vue de réduire les souffrances dues aux mines. La délégation japonaise a l'espoir que les pays qui ont choisi de différer jusqu'en décembre 2007 l'application des dispositions relatives à la détectabilité et à la durée de vie active des mines antipersonnel feront état de leurs progrès dans la voie de la mise en œuvre de ces dispositions à la présente Conférence. Le Japon, pour sa part, a appuyé avec énergie l'action antimines au cours de ces dernières années et a entrepris, de concert avec l'industrie, les milieux universitaires et la société civile du pays, de mettre au point de nouveaux détecteurs de mines et équipements de déminage. Le Japon invite tous les États parties à réaffirmer l'importance du Protocole II modifié, qui régit non seulement les mines terrestres antipersonnel, mais aussi les mines autres que les mines antipersonnel, ainsi qu'à œuvrer à l'application constante et à l'universalisation progressive de cet instrument.

35. M. ANTONOV (Fédération de Russie), notant que le Protocole II modifié présente l'avantage unique de concilier les intérêts de tous les États, qu'ils soient favorables à une interdiction complète des mines ou qu'ils doivent recourir à ces engins pour assurer leur sécurité, est d'avis qu'il conviendrait de mieux tirer parti des possibilités que le Protocole recèle. Concrètement, il s'agirait de chercher à en assurer l'universalité par le biais d'une coopération avec les États qui n'y ont pas encore adhéré en raison d'une difficile situation militaire et

politique. La Fédération de Russie a dû elle-même surmonter de telles difficultés avant de pouvoir déclarer son consentement à être liée par le Protocole, en décembre 2004. Il conviendrait aussi d'en mieux appliquer les dispositions. La Fédération de Russie est convaincue qu'une mise en œuvre responsable des prescriptions et interdictions établies par le Protocole aiderait à réduire considérablement le nombre des victimes des mines terrestres et les ravages que celles-ci causent, ce qui obvierrait à la nécessité d'adopter de nouveaux instruments pour régler le problème.

36. La Fédération de Russie, pour sa part, prend depuis des années des mesures pratiques en vue de réduire la menace présentée par les mines. Elle a renoncé il y a plus de 10 ans à produire des mines à effet de souffle et a détruit dernièrement plus de huit millions de mines antipersonnel. Le Ministère de la défense a élaboré des recommandations concernant la mise en place, le marquage et la fermeture par une clôture des systèmes d'obstacles constitués de mines antipersonnel, et les forces armées ont entrepris de donner effet aux prescriptions techniques du Protocole.

37. La Fédération de Russie a achevé de remettre au Tadjikistan tous les registres des champs de mines posés le long de la frontière séparant ce pays de l'Afghanistan. Les médias nationaux diffusent des informations sur les dispositions du Protocole et les mesures prises par les autorités publiques en vue de les faire respecter. La Fédération de Russie a entrepris de mettre au point de nouvelles techniques de détection et de neutralisation des mines et a élaboré de nouveaux moyens de destruction des mines antipersonnel dont l'emploi est restreint par le Protocole. Dans le cadre de la coopération internationale, elle offre de former des spécialistes étrangers au déminage.

38. M. KHAN (Pakistan) dit que son pays attache une grande importance au Protocole II modifié en raison de sa très large portée, de l'équilibre qu'il établit entre le souci humanitaire et les exigences des États en matière de sécurité, de l'efficacité du mécanisme facultatif, non intrusif et non discriminatoire qu'il établit pour le respect des dispositions et du fait qu'il rassemble les principaux pays producteurs de mines. Le Pakistan en applique intégralement les dispositions et soumet sans faute ses rapports annuels.

39. Au Pakistan, la production de mines est réservée au secteur public, tandis que leur stockage et leur mise en place en période d'hostilités actives sont confiés à des unités spécialisées des forces armées. Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour protéger les civils et le personnel militaire contre les mines, notamment en ce qui concerne l'information des membres des forces armées au sujet des dispositions du Protocole et des risques présentés par les mines pour la population civile, le marquage des champs de mines, leur surveillance et leur fermeture par une clôture en temps de paix, l'éducation des civils vivant à proximité des champs de mines, y compris des jeunes fréquentant les écoles avoisinantes, et l'assistance aux victimes des mines, en l'occurrence aux réfugiés afghans.

40. Il importe que les États parties au Protocole ne négligent aucun effort pour universaliser cet instrument en insistant sur les avantages qu'il procure en matière d'aide au déminage et de réadaptation des victimes des mines.

41. M^{me} BAKER (États-Unis d'Amérique) dit que son pays est devenu partie au Protocole II modifié parce qu'il est attaché à l'élimination des risques que présentent pour les êtres humains toutes les mines terrestres, y compris les mines antivéhicule, et a d'ailleurs établi au plan national des interdictions qui vont au-delà de ce que requiert le Protocole considéré. En effet, le Gouvernement des États-Unis a décidé en février 2004 que, après l'année 2010, les États-Unis n'emploieraient plus de mines terrestres persistantes, tout en continuant à autoriser l'emploi de mines à courte durée de vie active, qui se détruisent et se désactivent d'elles-mêmes et qui ne présentent aucun danger significatif pour les non-combattants. En outre, il a interdit, avec effet au 1^{er} janvier 2005, l'emploi de toutes mines non détectables, qu'il s'agisse de mines antipersonnel ou de mines antivéhicule.

42. Au plan international, les États-Unis d'Amérique n'ont pas cessé de jouer un rôle important dans les efforts déployés avec constance par une vingtaine de pays donateurs et la Commission européenne pour soutenir l'action antimines dans le monde. À ce jour, le pays a consacré plus d'un milliard de dollars au déminage, à la sensibilisation aux risques présentés par les mines, à l'assistance aux rescapés d'accidents dus à une mine, à la recherche-développement sur des techniques de détection et de déminage plus performantes, ainsi qu'à la formation de démineurs étrangers, dans près de 50 pays touchés par le problème des mines. Rien que pour l'exercice fiscal 2006, l'aide humanitaire des États-Unis à l'action antimines s'est chiffrée à plus de 76,6 millions de dollars, dont ont bénéficié 30 pays touchés par le problème des mines, sur quatre continents. Sous réserve de l'approbation du Congrès des États-Unis, un montant comparable sera affecté à cela pour l'exercice 2007. Leur participation à l'action antimines dans le monde a convaincu les États-Unis qu'il fallait élaborer un instrument vigoureux pour réduire l'impact humanitaire des mines autres que les mines antipersonnel, aussi encouragent-ils tous les États à conjuguer leurs efforts en vue de mettre la dernière main à un tel instrument à la troisième Conférence d'examen de la Convention qui aura lieu incessamment.

43. M. GOOSE (Human Rights Watch) constate avec satisfaction que, en 10 ans seulement, le Protocole II modifié est devenu largement redondant. En effet, dans l'intervalle, les mines antipersonnel ont été complètement interdites par la Convention d'Ottawa, de même que les mines antivéhicule qui fonctionnent comme des mines antipersonnel, tandis que la question des mesures correctives à prendre après les conflits a été réglée par la Convention d'Ottawa et surtout le Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre. De la sorte, seules les dispositions du Protocole II qui concernent les mines antivéhicule restent effectivement utiles, encore que nombre d'États parties aient souligné que ces dispositions étaient trop faibles. Le représentant de Human Rights Watch regrette que les États ne soient pas parvenus à un consensus sur les moyens de renforcer les dispositions considérées. De plus, le Protocole II modifié ne reste pertinent que pour les 10 États qui y sont parties et qui n'ont pas encore adhéré à la Convention d'Ottawa et accepté les obligations plus rigoureuses et plus complètes que celle-ci établit. M. Goose est d'avis que le Protocole ne doit pas être conçu comme une étape bien commode dans la voie d'une interdiction complète des mines antipersonnel, à laquelle les États peuvent encore produire, stocker et employer de telles mines alors que l'ensemble de la communauté mondiale devrait le condamner.

44. Cela dit, le représentant de Human Rights Watch constate avec satisfaction que même des États qui ne sont pas parties à la Convention d'Ottawa reconnaissent la règle qu'elle établit et s'y conforment dans la pratique. Même ceux-là ont annoncé qu'ils avaient arrêté de produire des mines antipersonnel. Le commerce mondial des mines antipersonnel a pour ainsi dire cessé en 10 ans, tandis que seuls la Fédération de Russie et le Myanmar ont continué, au cours de l'année écoulée, à poser des mines. Nombre d'États qui ne sont pas parties à la Convention d'Ottawa ont commencé à voter pour la résolution que l'Assemblée générale des Nations Unies consacre chaque année à la Convention d'Ottawa, y compris la Chine, le Maroc, Sri Lanka et la Finlande, qui sont parties au Protocole II modifié, et même l'Azerbaïdjan et le Koweït, qui ne sont parties ni à l'un ni à l'autre. M. Goose encourage tous les États parties au Protocole qui ont apporté à la présente Conférence annuelle leur appui à l'objectif d'une interdiction complète des mines antipersonnel à faire dès à présent le nécessaire pour devenir parties à la Convention d'Ottawa. Enfin, il note avec déception que ni la Chine ni le Pakistan n'ont fourni de détails sur ce qu'ils ont entrepris en vue de pouvoir s'acquitter dès décembre 2007 des obligations établies par le Protocole dont ils ont choisi de différer l'exécution.

EXAMEN DU FONCTIONNEMENT ET DE L'ÉTAT DU PROTOCOLE (point 9 de l'ordre du jour)

45. Le PRÉSIDENT indique que, à ce jour, 86 États ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole, chiffre qui demeure relativement modeste eu égard à l'importance de cet instrument international. Le Président invite les États parties à étudier les moyens qui s'offriraient de favoriser l'universalisation de cet instrument. Il encourage tout particulièrement les six États qui, au moment de déclarer leur consentement à être liés par le Protocole, ont choisi de différer l'exécution des dispositions relatives à la détectabilité des mines antipersonnel et à la durée de vie active des mines de ce type qui sont mises en place à distance à indiquer, s'ils ne l'ont pas fait au cours de l'échange de vues général, où ils en sont de leurs préparatifs en vue de l'application de ces dispositions, la période de sursis venant à expiration le 3 décembre 2007.

46. M^{me} DUMPE (Lettonie), rappelant que son pays avait opté pour la période de sursis à l'exécution des obligations relatives à la détectabilité et à l'autodestruction des mines, dit que son pays est devenu partie à la Convention d'Ottawa le 1^{er} janvier 2006 et a de ce fait souscrit à des obligations juridiques qui vident de son sens le sursis considéré. Le Gouvernement letton a entrepris les démarches nécessaires au plan interne afin de retirer officiellement, dès que possible, cette réserve au sujet du Protocole II modifié. La délégation lettone tiendra les États parties au Protocole informés du progrès de cette procédure.

47. M. GRINEVICH (Biélorus) est d'avis qu'il n'est guère utile, à ce stade, que le Biélorus renonce au sursis à l'exécution de certaines obligations qu'il a contractées en vertu du Protocole II modifié, puisque le pays est devenu dans l'intervalle partie à la Convention d'Ottawa. Le Biélorus n'a pas l'intention de rééquiper ses stocks de mines antipersonnel de mécanismes d'autodestruction, d'autodésactivation ou d'autoneutralisation, car il aura de toute manière détruit ces stocks d'ici au 1^{er} mars 2008, en application de la Convention d'Ottawa, avec le concours de l'OTAN et de l'Union européenne.

EXAMEN DES QUESTIONS QUE SOULÈVENT LES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR
LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 4
DE L'ARTICLE 13 DU PROTOCOLE II MODIFIÉ (point 10 de l'ordre du jour)

48. Le PRÉSIDENT note que 42 des 86 États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié ont présenté en 2006 le rapport annuel national prévu à l'article 13. À ce jour, 14 de ces rapports ont été publiés comme documents officiels de la Conférence (CCW/AP.II/CONF.8/NAR.1 à 14); huit autres le seront lorsque le secrétariat les aura reçus sous forme électronique. Tous les rapports soumis peuvent être consultés sur le site Web de la Convention et la liste des pays qui les ont présentés figurera dans le rapport de la Conférence.

49. Le Président rappelle que, à leur cinquième Conférence annuelle, les États parties ont décidé de simplifier la communication des rapports annuels nationaux (CCW/AP.II/CONF.5/2, par. 20) et que les États parties peuvent désormais se contenter d'indiquer sur une feuille résumant la situation que les renseignements à fournir pour l'année en cours sur l'une ou l'autre des formules n'ont pas changé par rapport à l'année précédente, et se dispenser de remplir la ou les formules considérées – en d'autres termes, ils peuvent ne remettre que le nouveau résumé, la page de couverture et les formules contenant des renseignements nouveaux.

50. Le Président rappelle en outre que, suivant la pratique établie, les rapports annuels devraient être soumis au plus tard huit semaines avant la convocation de la conférence annuelle, et il insiste auprès des États parties pour qu'ils respectent ce délai. Le secrétariat a établi un tableau récapitulant les données fournies en 2006 dans les rapports nationaux, qui sera annexé au document final de la huitième Conférence.

51. M. DALCERO (Brésil) indique que le Brésil présentera ce jour son rapport national et prie le secrétariat de tenir compte de ce fait dans le tableau récapitulatif considéré.

EXAMEN DE L'ÉVOLUTION DES TECHNOLOGIES, AUX FINS DE LA PROTECTION
DE LA POPULATION CIVILE CONTRE LES EFFETS DES MINES QUI FRAPPENT SANS
DISCRIMINATION (point 11 de l'ordre du jour)

52. Le PRÉSIDENT constate qu'aucune délégation ne souhaite prendre la parole au titre de ce point de l'ordre du jour.

La séance est levée à 12 h 30.
